

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 43/44

26^e année • mercredi 25 octobre 2023

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



OLIVIER VOGELSANG

Réunis samedi dernier à Berne en Congrès extraordinaire, les délégués d'Unia se sont prononcés sur une réforme des statuts du syndicat. Ils ont également adopté des résolutions en faveur de meilleurs salaires, d'une réduction du temps de travail et pour la défense des retraites. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

KO à cause du boulot

Sonya Mermoud

Exténué. Littéralement vidé. Emotionnellement. Physiquement. Mentalement. Sans plus aucune envie... Voilà quelques symptômes du burn-out. Un mal qui a déjà frappé une personne sur six selon un récent sondage de la SSR. Cette dernière rapporte encore que l'épuisement professionnel se révèle plus répandu en Suisse romande que dans le reste du pays. Et qu'il frappe davantage les travailleuses et les personnes à faibles revenus. Un actif sur quatre estimerait en outre que le surmenage et ses conséquences terrassantes le guettent. Des informations propres à nourrir, une nouvelle fois, la réflexion sur la souffrance que peut engendrer le travail et son poids dans l'existence, au point de nous rendre malades. A s'interroger sur les causes à l'origine de cette fatigue profonde, physique et psychique, et les moyens de

la prévenir. A tenter de comprendre pour quelles raisons les femmes sont majoritaires parmi les victimes. Sur ce dernier point, les hypothèses sont plutôt solides. Les travailleuses continuent souvent à être confrontées à des doubles journées, assumant toujours la plus grande partie des tâches ménagères et l'aide aux proches. La charge mentale résultant de cet engagement constitue un facteur de stress et d'épuisement supplémentaire évident. Les femmes se révèlent en outre aussi majoritaires dans les métiers les moins bien rémunérés, terrain plus fréquent, selon les résultats du sondage, de burn-out. Le commerce de détail, le nettoyage, les soins, l'hôtellerie-restauration sont autant de domaines dans lesquels elles sont surreprésentées et où les salaires, trop généralement, ne permettent pas de vivre dignement. Les deux derniers secteurs mentionnés connaissent en outre une pénurie de main-d'œuvre qui se répercute aussi sur le personnel. Entre surcharge de travail et rémunérations guère attractives, c'est la quadrature du cercle. L'argent qui manque à la fin du mois peut également rajouter au stress et fragiliser une situation critique. La SSR précise par ailleurs que seules 13% des personnes gagnant plus de 9000 francs par mois ont déjà souffert de burn-out! Une certaine reconnaissance traduite par une haute rémunération offre-t-elle un bouclier protecteur et une confiance renforcée dans le droit de poser des limites? Probable... Autre élément intéressant du sondage: l'épuisement professionnel a la même prévalence parmi les personnes œuvrant à 100% que celles par-

tiellement employées. Plus encore que la charge de travail, c'est donc l'intensité, le rythme qui entrent en jeu, générant potentiellement un stress répété pour terminer des activités dans des délais donnés. Et interrogeant sur le taux d'occupation versus la somme des tâches demandées.

La porosité accrue entre vie professionnelle et vie privée, favorisée par la technologie, ajoute par ailleurs une couche dans les dangers d'un trop-plein. Et empêche parfois de tirer la prise au détriment d'un indispensable équilibre... Une sursollicitation qui peut là encore, à terme, se payer cash.

Quoi qu'il en soit, au-delà des différents cas de figure, tous les professionnels de la santé au travail s'accordent sur les profils à risque de burn-out: il s'agit généralement de personnes particulièrement investies dans leur tâche, perfectionnistes et d'une grande fiabilité. Des qualités susceptibles de se retourner contre elles sur un marché de l'emploi où pressions et attentes ne cessent de croître. Où une concurrence acharnée dicte la cadence. Où trop souvent les travaux à accomplir sont pour hier. Où la productivité a fortement augmenté. Si chacun est appelé à maintenir une certaine distance avec son travail et à prioriser les pseudo-urgences, l'employeur doit aussi s'assurer du bien-être de ses collaborateurs et les préserver d'une surcharge chronique particulièrement nuisible à leur santé. Et ce quand bien même le burn-out n'est aujourd'hui toujours pas reconnu comme une maladie professionnelle. ■

PROFIL



Tiago Branquino, militant à plein temps.

PAGE 2

INDUSTRIE

Une mondialisation pas si heureuse.

PAGE 3

TECHNOLOGIE

Droits fondamentaux mis à mal par un logiciel espion.

PAGE 5

MOBILISATION

Les fonctionnaires réclament une indexation des salaires.

PAGE 9

Sonya Mermoud

Le flegme caractéristique de la personnalité de Tiago Branquino contraste avec la multiplicité de ses activités. Professionnelles et militantes. Politiques et culturelles. Et très souvent imbriquées. Eclairagiste indépendant, le jeune homme de 32 ans se charge également du secrétariat de Décroissance Alternatives à Vevey, une formation politique qu'il a rejointe naturellement, marchant dans les pas de sa mère active dans la structure qui l'a précédée. «J'ai un peu baigné dans cette atmosphère. Et rapidement pris conscience des injustices et des rapports de classe», indique Tiago Branquino. Le trentenaire s'occupe aussi de l'administration, de la coordination et de la production des Trois petits points, dont il est l'un des fondateurs. Cette association regroupe une septantaine d'artistes romands et français issus du théâtre et du cinéma, en particulier du court métrage. Parallèlement, il s'implique sans compter dans la coordination de la Grève pour l'avenir. L'an dernier, il a par ailleurs été élu à la coprésidence de la faïtière des compagnies vaudoises où il s'engage activement pour l'amélioration des conditions de travail des artistes et des personnes gravitant dans le domaine... «Je me sens à ma place au service d'une cause, d'un collectif», se justifie presque cet hyperactif, prenant le temps des réponses. Un calme qu'il attribue à sa capacité de concentration et au fait qu'il n'a pas non plus fait de sa vie privée une priorité. Et puis, le Veveysan, Portugais de par son père, confie son intérêt pour l'éclectisme. Cette polyvalence, il y a déjà goûté en marge de ses études de mathématiques à l'EPFL qu'il n'a pas terminées.

DIALOGUE PLURIEL

«J'ai abandonné après trois ans et demi. Je ne me suis pas vraiment retrouvé dans ce milieu académique élitiste. Et j'ai frôlé le burn-out», raconte celui qui bossait à 60% à côté de son cursus. «Je travaillais comme aide-infirmier - j'ai effectué mon service civil en psychiatrie. Je donnais aussi des cours de maths privés. Et je me suis par ailleurs parallèlement formé au métier d'éclairagiste au Rocking Chair, une salle de concerts veveysane.» L'homme aura aussi effectué par la suite, entre autres, nombre de remplacements dans les écoles du secondaire. La multiplicité des expériences de Tiago Branquino, son ouverture, facilite le dialogue avec des personnes de milieux divers. Dans ce même esprit rassembleur de la Grève pour l'avenir. «Même au travers de mes amitiés, je me suis frotté à différentes réalités. J'ai côtoyé des travailleuses et des travailleurs de plusieurs corps de métiers. La Grève pour l'avenir se base sur les points de convergence, tend à jeter des ponts», ajoute l'activiste, citant à titre d'exemple les synergies avec les syndicats sur les questions de bien-être, de santé au travail et de qualité de vie, sur la nécessité de ralentir les rythmes de production, de

mettre un frein à la surconsommation. «Le prochain rendez-vous du 27 octobre à Lausanne réunira des représentants d'associations différentes - Public Eye, 43m², XR, des organisations de travailleurs, dont Unia, de maisons de quartier... Nous misons sur un brassage des publics, désireux d'éviter l'entre-soi», ajoute Tiago Branquino, très investi dans cette tâche.

BONHEUR UTOPIQUE

«Sans enfants, vivant en colocation avec sept autres personnes, je mène une vie qui me permet de m'engager. C'est un privilège de pouvoir consacrer

du temps et de l'énergie aux valeurs défendues.» Les siennes portent sur la lutte contre l'exploitation des ressources et des êtres humains au nom du profit. S'il ne nourrit pas d'espoir aveugle quant au futur, il estime qu'il faut au moins essayer d'améliorer les choses. «J'ai de la chance comparé à nombre de jeunes. Je m'accommode de l'idée de la fin de l'humanité. Je crois à une amplification des catastrophes, à l'effondrement, mais je refuse d'être résilient pour autant. Notre seul moyen de défense passe par une organisation en collectivité pour éviter la violence, la barbarie, le fascisme.» Rien ne fait d'ail-

leurs plus peur au militant que cette dernière menace. Partisan d'une écologie radicale, Tiago Branquino se bat contre la mobilité individuelle, «sauf si des raisons professionnelles la justifient». Cet activiste, revendiquant une non-binarité de genre, trouve auprès des personnes qui l'entourent, «d'une grande bienveillance», l'énergie à son engagement. Sa vision du bonheur reste à ce jour une utopie, puisqu'elle mise sur «la fin du capitalisme et du productivisme au profit d'un travail utile à la communauté et d'un mode de vie à taille humaine». Le mélomane et cinéphile n'en est pas moins heureux,

«dans une grande mesure», se ressourçant dans les concerts, les spectacles, les films et le choix d'activités qui font du sens. Même si, indique le Vaudois, la culture reste un domaine particulièrement précaire.

FAN D'IMPRO

Ses loisirs, Tiago Branquino les consacre aussi à faire du rap, à écrire des nouvelles et des poèmes et à l'improvisation théâtrale. Une dernière démarche qu'il conseille à tous. «On développe une capacité spontanée de s'exprimer en public, de rebondir sur des idées extérieures», s'enthousiasme le comédien amateur qui, questionné sur un talent rêvé, lorgne sur un terrain plus technique. «J'aurais aimé disposer de davantage de connaissances informatiques, bénéficier de plus d'outils pour mieux comprendre et maîtriser le domaine. L'intelligence artificielle constitue un véritable enjeu de société. Les Etats sont très en retard en matière de législation sur le sujet», dénonce celui qui a été biberonné aux jeux vidéo. Quant à son maître-mot, Tiago Branquino prend le temps de la réflexion, hésitant entre «plusieurs mantras». «Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes», finit par répondre le militant, rattrapé par son engagement politique et ses convictions profondes, comme autant de balises sur son parcours... ■



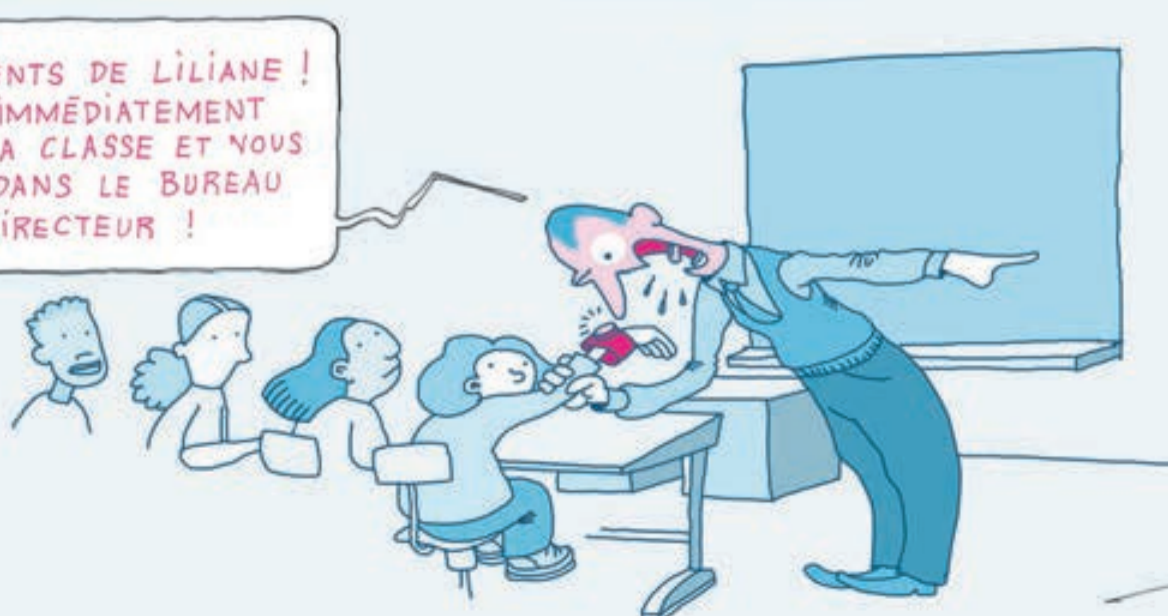
Tiago Branquino rêve de la fin du capitalisme et du productivisme au profit d'un travail utile à la collectivité et d'un mode de vie à taille humaine.

LA MILITANCE CHEVILLÉE AU CORPS

Plusieurs événements se dérouleront le 27 octobre dans le cadre de la Grève pour l'avenir. Actif dans l'organisation de la rencontre, Tiago Branquino s'engage encore sur de nombreux autres fronts

LES MONTRES CONNECTÉES POUR LES ENFANTS ... UNE PROBLÉMATIQUE NOUVELLE POUR L'ÉCOLE .

CHERS PARENTS DE LILIANE !
VEUILLEZ IMMÉDIATEMENT
QUITTER LA CLASSE ET VOUS
RENDRE DANS LE BUREAU
DU DIRECTEUR !


LES TRAITS TIRÉS

Ambroise Héritier

UNE MONDIALISATION PAS SI HEUREUSE

Une étude du chercheur suisse Aris Martinelli montre que l'organisation mise en place par les multinationales conduit à une dégradation des conditions de travail

Propos recueillis par Jérôme Béguin

Avec *Le capital et le travail dans les chaînes mondiales de valeur*, le chercheur Aris Martinelli montre que les réseaux mis en place par les grands groupes industriels et les multinationales dans le cadre de la mondialisation peuvent conduire à une précarisation généralisée des emplois, un éclatement des collectifs de travail et à un recul des syndicats. L'ouvrage est issu d'un travail de thèse en socioéconomie, soutenue en 2021, basée sur l'étude de deux entreprises suisses de l'industrie des machines et de sous-traitants, et forte d'une soixantaine d'entretiens de dirigeants, de salariés et de syndicalistes. Interview.

QUESTIONS RÉPONSES

Pouvez-vous décrire brièvement ce que sont ces chaînes mondiales de valeur (CMV) et la place qu'elles occupent dans notre économie ?

A partir des années 1970, dans un contexte économique de crise de profitabilité et de débouchés, et ensuite à la faveur de changements technologiques et politiques, tels que la chute de l'URSS et l'ouverture de la Chine, de grands groupes ont restructuré leur production à travers la fragmentation des étapes de production. Celles-ci sont désormais articulées partout dans le monde, depuis la conception d'un produit jusqu'aux phases de vente et d'après-vente, en passant par le processus d'approvisionnement de la production. Les CMV sont de plus en plus dominantes dans nos économies, elles déterminent plus de la moitié des échanges mondiaux. Ce que j'ai voulu montrer dans le livre, c'est qu'une CMV n'est pas seulement une séquence de cette production, c'est une forme d'organisation productive basée sur l'exploitation des entreprises subordonnées et des travailleurs qui produisent la valeur des produits finis. L'objectif d'une entreprise leader qui contrôle une CMV est de s'approprier des segments plus rentables (design, composants à haute valeur ajoutée, expertise logistique, etc.), de trouver les meilleurs sous-traitants sur les plans du prix et de la qualité et d'en tirer de la plus-value. L'exemple d'Apple est parlant. Le siège de l'entreprise est en Californie, c'est là que réside la conception et la production de pièces à haute valeur; le reste, soit 90% des tâches, est externalisé. Des composants proviennent d'Europe, de Corée du Sud et du Japon, alors que l'assemblage est réalisé en Chine. Selon une étude, si 750 000 salariés participent à la production des iPhone, seulement 60 000 sont des employés directs d'Apple. La firme tire des profits surtout grâce à sa capacité à contrôler l'organisation de cette chaîne en imposant des standards techniques et économiques aux firmes subordonnées. Ainsi, presque 60% des marges reviennent à Apple, tandis que les usines chinoises doivent se contenter de 2%.



Aris Martinelli est adjoint scientifique à la Haute école de gestion Arc de Neuchâtel et collaborateur scientifique à la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne.



L'objectif d'une entreprise contrôlant une chaîne mondiale de valeur (CMV) est de conserver les segments plus rentables et, pour le reste, de trouver les sous-traitants les moins chers pour en tirer de la plus-value.

Quant à la Suisse, elle est historiquement parmi les pays les plus intégrés du monde dans les CMV, on estime que la part du commerce au sein des CMV représente la moitié du PIB et que plus de 65% de valeur ajoutée est captée à travers la participation aux CMV. L'industrie des machines est emblématique de cette intégration, qui s'accroît depuis la crise des années 1990.

«J'appelle cela du braconnage du grand capital»

Quels sont les impacts de cette organisation de la production sur l'emploi et les conditions de travail ?

Un rapport de l'OIT montre qu'à partir des années 1990, les emplois liés aux chaînes mondiales de valeur (CMV) sont en hausse continue. Cela représente aujourd'hui plus de 20% de l'emploi mondial. En Suisse, on estime que 1,2 million d'emplois sont liés aux CMV et 3,1 millions d'emplois à l'étranger sont associés à des biens destinés à la demande finale en Suisse.

La théorie officielle et les discours des organisations supranationales, telles que la Banque mondiale ou le FMI, veulent que les CMV soient bénéfiques pour l'emploi, c'est l'idée de la mondialisation heureuse. L'intégration des entreprises subordonnées permettrait d'enclencher une logique d'apprentissage positive, d'acquisition de technologies, de gain de parts de marché, d'augmentation des profits et d'amélioration des conditions de travail. Dans mon livre, je montre que, derrière cette dynamique apparente, le déploiement des CMV favorise en réalité une précarisation généralisée des emplois. Si le recentrage sur le corps de métier des firmes leaders implique une hausse de l'emploi qualifié et une destruction des emplois moins qualifiés et «productifs» – même si dans certaines régions des niches de compétences persistent, comme dans l'industrie suisse –, l'effet positif pour l'emploi dans les firmes subordonnées est limité aux grands sous-traitants spécialisés, alors que, dans ceux de petite taille et à faibles marges, souvent localisés dans le Sud, les conditions de travail se dégradent. Cela permet aux entreprises leaders d'obtenir une baisse des coûts. Les CMV englobent plu-

sieurs formes d'exploitation, y compris les plus brutales issues de l'économie informelle et domestique, par exemple dans le secteur du textile. Dans l'industrie suisse, on voit bien la dégradation des conditions de travail, d'abord dans les firmes leaders dont le personnel qualifié se déplace souvent auprès des firmes subordonnées pour superviser une production fragmentée, ce qui allonge leur journée de travail, déqualifie le travail et engendre une insécurité de l'emploi accrue en raison des restructurations permanentes des CMV. Chez les fournisseurs et les sous-traitants, l'emprise des firmes leaders implique une hausse des cadences et du temps de travail à la suite d'une stratégie déléguée qui consiste à négocier des contrats avec un nombre d'heures réduit afin de garder les relations avec l'entreprise donneuse d'ordre, ce qui engendre aussi une souffrance accrue parmi le personnel. On cherche toujours l'entreprise qui peut produire bien, vite et à bas coût, on peut résilier les contrats du jour au lendemain, même s'ils sont établis depuis longtemps. J'ai comme exemple une multinationale étasunienne installée en Suisse qui, pour du travail de maintenance de turbines, a utilisé une filiale en Europe de l'Est pour remplacer une PME suisse. Un autre exemple est cette grande entreprise suisse qui s'est beaucoup appuyée sur un sous-traitant nord-européen pour construire une nouvelle gamme de machines; elle a suggéré à celui-ci d'investir, mais une fois que cette machine était développée, elle a cherché à la faire produire en Chine. C'est ce que j'appelle du braconnage du grand capital.

«Si on n'accepte pas de travailler plus, on risque une délocalisation»

Vous évoquez aussi un éclatement des collectifs de travail, un recul de la solidarité, des syndicats et de la conflictualité...

Les chaînes mondiales de valeur (CMV) érodent les bassins de recrutement pour les syndicats dans les pays d'origine des firmes leaders, la production se déplace dans des pays où la tradition syndicale est moins développée. L'organisation en CMV est utilisée par le management pour mettre

la pression, il y a une mise en concurrence sur les prix et les qualifications, un chantage à l'emploi. Si on n'accepte pas de travailler plus, on risque une délocalisation. Cela a un effet sur la solidarité. Auparavant, la production était localisée dans une région où on pouvait se rencontrer, aujourd'hui, elle est articulée sur cinq continents. Comment dès lors définir un intérêt commun parmi les travailleurs? Le déploiement mondial des CMV a mis en lumière le décalage qui existe entre les stratégies managériales et le périmètre d'action, et même de réflexion, des syndicats. La Suisse n'est pas épargnée. Même s'il existe des fédérations syndicales internationales et des structures de négociations intra-étatiques, leur portée est limitée et ce que l'on voit dans notre pays, ce sont toujours des mobilisations réactives à la suite d'une restructuration. On agit tardivement sur un segment de la CMV et pas sur l'ensemble.

«Il faut constituer un rapport de force international»

Comment alors maintenir un rapport de force favorable aux travailleurs ?

Il n'y a pas de solution clé en main. Il est important de prendre conscience de la complexité des chaînes mondiales de valeur, de faire un mappage à partir des produits représentatifs, de commencer à tisser des liens avec les sous-traitants et les employés des sites logistiques où sont stockées les pièces intermédiaires, d'alimenter un travail de terrain, de manière préventive, pas pour négocier un plan social. C'est un travail de longue haleine. Il faut voir aussi comment le mouvement syndical peut impulser une régulation publique des CMV et les mettre aux services des besoins des travailleurs et pas des grandes firmes leaders. Il faudrait peut-être intervenir de manière plus incisive, comme les ONG qui ciblent des entreprises avec différentes méthodes. Lors de la campagne sur l'initiative pour des multinationales responsables, les syndicats n'ont pas développé un argument propre, ça aurait été l'occasion de dire que l'exploitation n'est pas qu'une affaire morale et ne concerne pas seulement les pays du Sud. Il faut surtout chercher à constituer un rapport de force au niveau international. Les récentes mobilisations dans

le secteur de la logistique et les mouvements populaires contre l'action des multinationales ouvrent la voie. Ce que montre le livre, c'est que le capital a réussi à s'organiser au niveau international et que les rapports sociaux se jouent donc à cette échelle. ■



Aris Martinelli, *Le capital et le travail dans les chaînes mondiales de valeur. Stratégies de profit et conditions de travail dans l'industrie suisse des machines*, 417 pages, Ed. Alphil PUS 2023, 39 francs; pdf gratuit sur: alphil.com

LABORIS, UN RÉSEAU SUISSE DE RECHERCHES SUR LE TRAVAIL

Aris Martinelli présentera son ouvrage le jeudi 30 novembre, à 17h15, à l'Université de Fribourg (bâtiment Pérolles 21). Cette conférence sera suivie à 18h de la première assemblée générale de l'association Laboris. Créé le 1^{er} mai dernier, ce réseau entend promouvoir la recherche inter et transdisciplinaire sur le thème du travail en Suisse et stimuler à cette fin «la collaboration entre les milieux académiques et les acteurs et les actrices du monde du travail, de la société civile et de la politique, qui fait encore largement défaut en Suisse». ■ JB

Infos sur: laboris.work



UNIA
Le Syndicat.

Unia Région Vaud

Assemblée générale du secteur industrie - Arc lémanique

INVITATION

Le secteur industrie – Arc lémanique d'Unia Vaud invite ses membres à son assemblée générale qui se tiendra:

Vendredi 17 novembre dès 18h30
A la Maison du peuple
Place Chauderon 5, 1003 Lausanne

Nous y ferons le point sur l'année écoulée et discuterons du bilan de notre secteur industrie.

Nous y accueillerons également une invitée de marque, spécialiste des assurances sociales:

Gabriela Medici, secrétaire centrale de l'USS, nous parlera des enjeux des votations à venir sur la révision de la LPP et la 13^e rente AVS.

La discussion sera suivie d'un repas.

Pour des questions d'organisation, merci de confirmer votre présence d'ici le mardi 14 novembre, de préférence via le code QR ci-dessous, sinon par SMS/Whatsapp au 076 530 31 02 ou par courriel à abdeslam.landry@unia.ch

Abdeslam Landry, secrétaire syndical,
Noé Pelet, responsable secteur industrie.



VOUS VOUS INTÉRESSEZ à l'actualité du monde du travail?

VOUS ÊTES SENSIBLES aux enjeux sociaux, politiques et économiques qui lui sont liés?

VOUS SOUHAITEZ une information à l'échelle romande, nationale et internationale?

ABONNEZ-VOUS À

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Grâce à une parution hebdomadaire, *L'Événement syndical* suit de près l'évolution du monde du travail. Socialement engagé, il aborde les thèmes essentiels liés aux enjeux professionnels et économiques actuels, tels que les questions de santé et de pénibilité au travail, les grands mouvements de l'économie et leurs conséquences pour les salariés, ou encore les inégalités entre les femmes et les hommes. Il se fait aussi l'écho des luttes syndicales dans notre pays et à l'échelle internationale et propose un éclairage différent sur l'actualité.

- Je souscris un abonnement standard à *L'Événement syndical* (60 fr. par an)
- Je souscris un abonnement de soutien à *L'Événement syndical* (100 fr. par an)
- Je souhaite bénéficier de votre offre d'essai et recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois

Nom, prénom, adresse

Coupon à retourner à
L'Événement syndical
place de la Riponne 4
1005 Lausanne
forum@evenement.ch
Tél. 021 321 14 60

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR *L'Événement syndical*
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES
Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS
Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Remwald

PHOTOGRAPHES
Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES
Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION
Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 49870 exemplaires

WWW.
EVENEMENT.CH

UNIA TRANSJURANE

JOURNÉE CULTURELLE À Lausanne

avec les GI Migration et GI Femmes

11 NOVEMBRE 2023

PROGRAMME

- Visite du Musée de l'Immigration
- Pause de midi - Repas libanais
- Balade féministe - visite guidée de Lausanne

INFOS ET INSCRIPTIONS

Prix : 25frs (repas, visites et transport)
Inscriptions jusqu'au 5 novembre 2023
Détails du programme : www.transjurane.unia.ch
+41 848 421 600
@ Transjurane@unia.ch

11 novembre 2023

- Lieu de RDV : Delémont, Gare Sud
- Départ de Delémont 8h
- Retour de Lausanne env. 16h



CONFERENCE-DEBAT

CRISE CLIMATIQUE

IMPACT SUR LE TRAVAIL

LAUSANNE - PÔLE SUD - Av. J.-J. Mercier

VENDREDI 27 OCTOBRE - 18H30

SALLE BERING



USV UNIA ssp vpod oosyndicom GREVE L'AVENIR

LECTRICES, LECTEURS ÉCRIVEZ-NOUS
CE JOURNAL EST LE VÔTRE!

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4, 1005 Lausanne
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

Besoin de faire le point et de définir vos objectifs ?



Le bilan de compétences peut vous aider!

L'approche tient compte des expériences que vous avez acquises dans tous les domaines (travail, formation, famille, engagement bénévole).

Chacun d'entre nous a besoin, à un moment donné, de faire le point sur son propre parcours et ses souhaits pour l'avenir. Le bilan de compétences est une démarche qui va vous permettre de savoir où vous en êtes professionnellement et personnellement.

Il est un révélateur des potentiels. Il s'applique à toutes et à tous, quel que soit l'âge, le statut ou le niveau d'études.

Une séance d'information est proposée avant le cours (participation indispensable).

Mardi, 31 octobre 2023 à 19h00

Secrétariat Unia, rue de la Jeunesse 2, 2e étage (nouveaux locaux), 2800 Delémont

Informations et inscription:
transjurane@unia.ch, T 0848 421 600
Michele De Bonis, T 079 297 38 80



UNIA

SOUS SURVEILLANCE NUMÉRIQUE...

Des membres de la société civile et des personnalités ont été ciblés illégalement par le logiciel espion Predator, dénonce Amnesty International

Sonya Mermoud

On connaissait Pegasus, un logiciel espion destiné à attaquer les smartphones et développé par l'entreprise israélienne NSO Group. Aujourd'hui, c'est Predator, un outil extrêmement intrusif aux visées semblables au premier, qui suscite à son tour l'inquiétude. Auteur d'un récent rapport sur le logiciel et sur ses cibles, Amnesty International affirme qu'il a permis de surveiller des membres de la société civile, des journalistes, des personnalités politiques et des universitaires dans l'Union européenne (UE), aux États-Unis et en Asie. Sa recherche est le fruit d'un partenariat avec le réseau d'investigation journalistique European Investigative Collaborations (EIC) et complète les enquêtes de fond menées par *Mediapart* et *Der Spiegel*. Predator, précise l'ONG dans un communiqué, dispose à l'insu de son utilisateur d'un accès total au micro et à la caméra de l'appareil infecté ainsi qu'à toutes les données qu'il contient - contacts, messages, photos, vidéos, etc. Il a été commercialisé par l'alliance Intellexa, qui compte des entreprises dans différents États dont la Suisse, et qui se targue d'être basée dans l'UE et soumise à sa réglementation. Vingt-cinq pays au moins figurent parmi ses clients.

UNE MENACE QUI PÈSE SUR TOUS

Parmi les personnes visées par le logiciel espion se trouvent des responsables des Nations Unies, un sénateur et un député américain, la présidente du Parlement européen ainsi que celle de Taïwan, Tsai Ing-wen. «Entre février et juin 2023, au moins 50 comptes appartenant à 27 personnes et 23 institutions ont été publiquement pris pour

cible sur les plateformes de réseaux sociaux X (anciennement Twitter) et Facebook», souligne Amnesty International, avant, par la voix de sa secrétaire générale Agnès Callamard, d'ajouter: «Nous avons une nouvelle fois des preuves de l'utilisation de puissants outils de surveillance pour lancer des attaques éhontées. Ce sont cette fois des journalistes en exil, des personnalités politiques et des responsables intergouvernementaux qui ont été pris pour cible. Mais ne nous méprenons pas: ce sont chacun et chacune d'entre nous, nos sociétés, la bonne gouvernance et les droits de chaque individu qui en sont victimes.»

LE VIETNAM PARMIS LES PIRATES

Bon nombre de liens identifiés comme malveillants émanent d'un compte X. Celui dénommé «Joseph_Gordon16» a tenté de piéger, entre autres, Khoa Lê Trung, un journaliste d'origine vietnamienne basé à Berlin et rédacteur en chef d'un site internet d'actualités bloqué dans son pays. Une activité qui lui vaut, depuis 2018, des menaces de mort. Si l'attaque n'a pas abouti, Amnesty International souligne sa gravité, le média en ligne et le journaliste visés étant domiciliés dans l'UE. «Or, chaque État membre de l'UE est tenu de contrôler la vente et le transfert des technologies de surveillance.» Des responsables s'intéressant à des questions maritimes, dont des chercheurs et des fonctionnaires travaillant sur des politiques de l'UE et de l'ONU relatives à la pêche illicite ou non déclarée, ont aussi été ciblées par l'utilisateur «Joseph_Gordon16». L'institution des droits humains rappelle que le Vietnam a écopé d'un «carton jaune» de la part de la Commission européenne en 2017 pour pêche illicite,

non déclarée et non réglementée. Les attaques menées, selon des chercheurs en sécurité de Google, seraient directement associées à un acteur gouvernemental au Vietnam.

HOLÀ DE RIGUEUR

Dans ce contexte, Amnesty International appelle les États où l'alliance Intellexa est implantée à révoquer immédiatement toutes les autorisations de commercialisation et d'exploitation accordées et de procéder à des enquêtes indépendantes pour déterminer l'ampleur des ciblage illégaux. Il s'agit entre autres de l'Allemagne, de Chypre, des Emirats arabes unis, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, d'Israël, de la Macédoine du Nord, de la République tchèque et de la Suisse. «Les États membres et les institutions de l'UE ont échoué à empêcher le déploiement débridé de ces produits

Conclusion d'un accord sur la gestion des produits chimiques

La Confédération syndicale internationale a salué l'accord mondial sur la sécurité des produits chimiques

Sonya Mermoud

«Des grandes victoires pour les travailleurs, de grands défis pour l'Organisation internationale du travail.» Voilà comment a réagi, dans un communiqué de presse, la Confédération syndicale internationale (CSI) à la suite de l'accord mondial sur la gestion des produits chimiques. Ce dernier a été adopté à Bonn à la fin du mois dernier dans le cadre de la cinquième Conférence internationale consacrée à la question qui regroupait des représentants de gouvernements, du secteur privé, d'ONG, d'organisations intergouvernementales, de la jeunesse et du monde universitaire, sous l'égide de l'ONU. La nouvelle feuille de route décidée, précise le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans un communiqué, s'articule autour de 28 objectifs. Elle s'adresse aux pays et parties prenantes pour qu'ils s'attaquent ensemble au cycle de vie des produits chimiques et de leurs déchets, et veut prévenir le commerce illégal et le trafic de ces derniers. Elle se base également sur la mise en œuvre de cadres légaux nationaux et sur l'élimination

progressive, d'ici à 2035, des pesticides hautement dangereux dans l'agriculture. Citée dans le communiqué, Inger Andersen, directrice du PNUE, a déclaré en substance que chaque habitant de cette planète devrait pouvoir vivre et travailler sans craindre de tomber malade ou de mourir à cause d'une exposition à des produits chimiques; que la nature, exempte de pollution, devrait pouvoir prospérer et soutenir l'humanité pendant des millénaires. «Je demande donc aux gouvernements, à l'industrie chimique et à toutes les parties concernées d'aller au-delà de ce qui a été convenu pour protéger les personnes et la planète dont nous dépendons tous.» Avec l'adoption du cadre mondial, la pollution et les déchets sont reconnus au même niveau que les crises du changement climatique, ainsi que de la perte de la nature et de la biodiversité.

UN ACCORD NOVATEUR

«La délégation syndicale mondiale, représentant l'Australie, le Bangladesh, l'Allemagne, l'île Maurice, la Roumanie, Singapour et les États-Unis, a décroché plusieurs victoires importantes pour les travailleurs en ce qui concerne l'extraction, la pollution, l'utilisation,

la distribution et l'élimination des produits chimiques», a indiqué la CSI, tout en soulignant les menaces qui pèsent sur les employés dans un domaine enregistrant chaque année un million de décès liés au travail. «Les travailleurs sont les premiers à être exposés aux produits chimiques dans de nombreux secteurs tels que l'agriculture, le nettoyage, les usines, la logistique et l'élimination des déchets. Ils vivent au sein de communautés souvent exposées à la pollution sans disposer des ressources nécessaires pour se protéger. Cet accord novateur offre aux syndicats une occasion de faire pression pour garantir un travail plus sûr et sain (...). Il cimente en particulier le rôle de l'OIT en tant qu'organisme mondial de première importance pour garantir la santé et la sécurité dans les environnements professionnels. Nous pouvons construire un avenir plus propre et plus vert pour chacun d'entre nous», a déclaré Owen Tudor, secrétaire général adjoint de la CSI à la tête de la délégation, cité dans le communiqué. L'organisation faitière précise encore que le cadre mondial fixé s'adresse à la fois aux gouvernements, aux institutions multilatérales, aux entreprises, aux syndicats et aux ONG. ■



THIERRY PORCHET

Le logiciel espion Predator peut, à l'insu de son propriétaire, accéder à toutes ses données comme les contacts, messages, photos... ainsi qu'au micro et à la caméra de l'appareil.

de surveillance, malgré des enquêtes telles que celle qui a porté sur le projet Pegasus en 2021», a déploré Agnès Callamard. L'ONG a encore souligné que «des activités connexes» liées à Predator ont été repérées en Angola, en Égypte, en Mongolie, en Indonésie, à Madagascar, au Kazakhstan, au Soudan et au Vietnam, entre autres. Soit majoritairement des pays qui n'auraient pas dû pouvoir acheter le programme se-

lon la législation internationale en raison des risques d'une utilisation abusive violant les droits fondamentaux. Amnesty International demande aujourd'hui à l'alliance Intellexa de cesser la production et la commercialisation de Predator et de tout autre logiciel intrusif «ne comportant pas les garanties techniques nécessaires pour permettre son utilisation légale dans un cadre réglementaire des droits humains». ■

POING LEVÉ

LES «CLIMATO-JE-M'EN-FOUTISTES» EN PISTE

Par Jérôme Béguin

À la suite de l'intervention des Avocats pour le climat, la Commission cantonale valaisanne des constructions a ordonné jeudi l'arrêt des travaux d'aménagement du glacier de Théodule qui seraient menés dans des secteurs non autorisés. Depuis plusieurs semaines, les organisateurs des descentes de Coupe du monde de Zermatt/Cervinia s'ingénient à faire creuser par des pelleuses le glacier afin d'aménager une piste de ski. En débordant à l'occasion sur des zones protégées. «Pas besoin d'aller en Chine ou au Qatar pour massacrer la nature. On le fait très bien ici aussi», ont commenté 24 heures et la Tribune de Genève. Les promoteurs du Matterhorn Cervino Speed Opening sont-ils sans savoir que les glaciers suisses reculent? Et que la fonte s'accélère. Les glaciers ont perdu 10% de leur volume ces seules deux dernières années. Paru dans *Le Courrier*, un dessin de Vincent résume bien l'affaire. On y voit sur la glace un responsable déclarer à une militante pour le climat: «Ce n'est pas la peine de vous énerver... tout aura fondu d'ici à dix ans!»

Plus personne n'ose nier le réchauffement climatique ni que les activités humaines en sont la cause - à part Trump, bien sûr. Les climatosceptiques sont une espèce en voie d'extinction. Hélas, ils sont remplacés par les «climato-je-m'en-foutistes». Bon, c'est vrai qu'à part les puristes (merci à eux), nous sommes tous un peu «climato-je-m'en-foutiste» sur les bords. On se rassure en se disant que sa voiture est moins gourmande que le gros SUV du voisin, que son voyage en avion sera compensé par des arbres. Ce n'est d'ailleurs pas de notre faute à nous, les travailleurs et les travailleuses, c'est tout un système économique qu'il faut changer. Et puis, faut dire qu'on n'est pas aidé par nos dirigeants...

Le Parlement a débloqué plus de 5 milliards de francs pour étendre les autoroutes. Nous aurons plus de voies, donc plus de bagnoles, cela s'appelle l'induction de trafic. Or, on sait que, si l'on veut arrêter le réchauffement, il est nécessaire de stopper dès maintenant les investissements dans les énergies fossiles et les infrastructures qui leurs sont liées. Il faudrait plutôt privilégier les transports publics. Au lieu de cela, la liaison ferroviaire directe entre Genève et l'Arc jurassien passe à la trappe et, pour gagner Berne depuis Lausanne, il faut toujours monter dans un tortillard. Le président de la Confédération, Alain Berset, s'en tape, cigare au bec et binche en main, c'est en hélicoptère qu'on l'a vu se rendre à la Street Parade de Zurich. Bel exemple pour la jeunesse. Des jeunes qui à Genève pourront de nouveau prendre l'avion pour leurs voyages d'études. La nouvelle conseillère d'Etat en charge de l'Instruction publique, Anne Hiltbold, s'est empressée de modifier la directive visant à encourager le train. Une incohérence vis-à-vis du Plan climat cantonal, mais il faut dire que la cohérence politique ne va pas de soi au bout du lac. Le législatif de la ville de Vernier a ainsi déclaré l'urgence climatique... avant de ne rien trouver de mieux pour son excursion annuelle que de s'envoler pour Lisbonne! Il vaut mieux en rire. Bref, après moi, le déluge... qui pourrait bien ce coup-ci être remplacé par une tempête de sable. ■

LE CONGRÈS D'UNIA DOTE LE SYNDICAT DE STATUTS 2.0

Réunis le 21 octobre à Berne, les déléguées et les délégués du syndicat ont approuvé la révision statutaire qui était au cœur de leur Congrès extraordinaire

Textes Sylviane Herranz
Photos Olivier Vogelsang

«Unia 2.0 – Unia pour toutes et tous». Tel était le titre du Congrès extraordinaire d'Unia qui s'est tenu samedi dernier au Kursaal de Berne. Plus de 230 déléguées et délégués des régions, secteurs et groupes d'intérêts du syndicat ainsi qu'une septantaine d'invités étaient présents pour une journée consacrée à la révision des statuts d'Unia. Des résolutions relatives à des sujets d'actualité (voir ci-contre) ont également été débattues. Accueillant les participants, Vania Alleva, présidente d'Unia, s'est exprimée sur le sombre tableau du monde. Elle a mentionné la guerre en Ukraine qui fait rage depuis 605 jours avec des destructions dramatiques et les «millions de personnes qui souffrent aujourd'hui de l'escalade de la violence en Israël et en Palestine». «La spirale de la violence n'est jamais une solution, a-t-elle déclaré. En tant que syndicat, nous défendons fermement la paix et les droits de la personne. Nous appelons la communauté internationale et la Suisse à faire tout leur possible pour un cessez-le-feu immédiat, pour arrêter cette spirale de la violence, pour que les terroristes et les criminels de guerre soient tenus pour responsables et pour susciter un processus permettant à tous les peuples du Moyen-Orient,

quelles que soient leur nationalité et leur religion, de vivre en sécurité et en paix.» Elle a ajouté que les ressources mises aujourd'hui dans l'armement à l'échelle planétaire font défaut aux besoins économiques et sociaux des populations et créent un sentiment d'insécurité favorisant les forces populistes et xénophobes. La réponse? C'est d'œuvrer concrètement à la justice sociale. Tel est le rôle du syndicat dans cette situation, a-t-elle souligné, avant d'énumérer les récentes actions menées dans ce sens: grève féministe en juin, manifestation pour les salaires à la mi-septembre ou encore celle des électriciens et des techniciens du bâtiment à Zurich le 7 octobre. «Cela montre comment, dans un monde complètement fou, nous pouvons être utiles aux travailleurs, c'est notre travail, notre responsabilité.» Vania Alleva a ensuite introduit le débat sur la révision des statuts. Elle a salué l'implication des militantes et des militants dans les nombreuses discussions ayant abouti aux propositions de réforme. «Lors de la fondation d'Unia en 2004, nous voulions construire une organisation interprofessionnelle, qui reste proche de la réalité de ses membres. Une organisation qui dépasse les clivages des secteurs et qui parvienne à verdier les déserts syndicaux dans les services. Pour atteindre ces objectifs, nous avons besoin d'un syndicat politisé au sens positif du terme, de secrétaires syndicaux compétents et de vous, des délégués

actifs. Mais aussi d'une bonne base organisationnelle.» Le coup d'envoi des échanges était donné. Durant toute la matinée, les participants ont débattu, point par point, des diverses variantes proposées (voir L'ES du 11 octobre). Des délégués ont exprimé leurs doutes face au projet, estimant par exemple qu'il fallait d'abord regagner le terrain perdu dans les entreprises et se consacrer aux déserts syndicaux qui n'avaient guère reverdis. D'autres ont soutenu les projets de réforme, émettant parfois des réserves sur l'une ou l'autre des variantes. Au terme des discussions, la petite réforme s'est profilée en matière d'élargissement de la représentation militante au comité central. Les délégués formeront plus de la moitié des membres de cette instance à laquelle participeront aussi des professionnels. Pour les deux autres grands paquets du projet, c'est la grande réforme qui s'est imposée. Enfin, les délégués ont rejeté, à 5 voix près, la modification de l'article concernant la votation générale. Un vote final a opposé la version complète de la révision aux statuts actuels. Et c'est par 195 voix contre 32 et quelques abstentions que la réforme a été approuvée. Elle sera mise en œuvre d'ici à la fin de l'année prochaine. Le Congrès ordinaire d'Unia, prévu en 2025, en tirera le bilan. ■



Plus de 230 déléguées et délégués des régions, secteurs et groupes d'intérêts du syndicat ainsi qu'une septantaine d'invités ont participé au Congrès consacré à la révision des statuts d'Unia. Des résolutions relatives à des sujets d'actualité ont également été débattues.

«CETTE RÉVISION CLARIFIE LES RÔLES»

ÉRIC DUCREY
DÉLÉGUÉ DE LA RÉGION UNIA FRIBOURG

Le militant Eric Ducrey, machiniste, est monté à la tribune pour défendre la position d'Unia Fribourg: il faut opter pour la grande réforme, sinon ce ne serait qu'un pansement sur une jambe de bois. Il a mis en évidence la séparation entre décisions opérationnelles, dans les régions et au niveau national, et décisions stratégiques: «Les professionnels du syndicat auront le pouvoir de décision sur toutes les questions opérationnelles et les militants le pouvoir de direction politique.»



«NOUS DEVONS DONNER LE POUVOIR AUX GENS D'AGIR PAR EUX-MÊMES»

ROBIN AUGSBURGER
MILITANT D'UNIA NEUCHÂTEL

Robin Augsburgger, chômeur, est militant d'Unia Neuchâtel. Sa région a soutenu la grande réforme. Elle a attiré l'attention du Congrès sur la nécessité d'être vigilants dans la mise en place des nouvelles structures reposant sur des gens qui travaillent, ont une vie familiale et sociale. La région a appelé à trouver des solutions pour rendre compatible le travail militant avec ces impératifs. Robin Augsburgger a aussi plaidé, à titre personnel, pour la grande réforme et pour un renforcement de la démocratie sur le terrain, dans la vie quotidienne, dans les entreprises et dans les branches.



«L'URGENCE EST DE RENFORCER LE TRAVAIL SUR LE TERRAIN»

JOCELYNE HALLER
DÉLÉGUÉE DE LA RÉGION UNIA GENÈVE

Lors du débat, Jocelyne Haller a défendu la position de la région Unia Genève. Elle a exprimé les craintes que cette réforme, présentée comme un renforcement de la participation de la base, semble plutôt donner plus de pouvoir au comité directeur national au détriment des régions et des groupes de militants. La région Genève plaiderait pour la variante de la «petite» réforme, voire le statu quo. Le Congrès s'est profilé sur la grande réforme, à l'exception du premier paquet où la petite réforme a été choisie.



Quelles sont vos impressions après le vote?

Je m'exprime maintenant en mon nom propre. Je suis très content du résultat. S'il faut changer, autant changer comme il faut, c'est pourquoi Fribourg soutenait la grande réforme. Le prochain congrès tirera un bilan de ces changements et nous pourrions de nouveau discuter s'il y a d'autres aménagements à faire. J'avais participé aux groupes de rédaction des statuts, notamment aux séances zoom mises en place durant le Covid. Ce qui a été présenté est le reflet de ces discussions. Bien sûr, beaucoup d'autres thèmes ont été débattus, mais ils ne pouvaient être réglés par les statuts.

Quelles implications aura cette réforme?

Cela clarifie les rôles des instances professionnelles et militantes. Il y avait jusque-là beaucoup d'ambiguïté notamment dans les tâches d'un secrétaire régional. Ce dernier devait assurer l'opérationnel et en même temps représenter les militants au comité central. Cette révision importante donne plus de pouvoir stratégique aux militants. Mais cela implique que l'on reçoive suffisamment tôt les ordres du jour pour que l'on puisse en discuter auparavant dans nos groupes. Un autre point réjouissant est la fin du principe des quatre secteurs (construction, artisanat, industrie et tertiaire) et de leur fonctionnement en silo. Ils seront décloisonnés et cela permettra de donner plus d'attention aux multiples branches. Si, par exemple, la construction a besoin de forces, il sera possible de demander du renfort au tertiaire. ■

Êtes-vous satisfait de l'acceptation de la réforme?

Le mandat pour le Congrès était de sortir d'une situation où, dans le fonctionnement d'Unia, l'appareil occupait une place importante et les militants se reposent beaucoup sur lui, sur les secrétaires syndicaux. Il est positif que les militants de la base soient plus nombreux au comité central. La distinction entre opérationnel et stratégique est aussi importante, mais je ne suis pas sûr que cela était nécessaire. Car cela ne change pas la manière dont les décisions sont construites. Ce n'est pas uniquement avec des changements formels que l'on renforcera la démocratie à l'interne.

Qu'entendez-vous par là?

Le problème est que les propositions viennent souvent de l'appareil. Les membres se prononcent sur leur acceptation ou non, mais n'ont plus de force de propositions. Il n'y a plus vraiment de porte d'entrée pour la pratique syndicale. Soit on demande tout de suite à une personne d'intégrer un comité où de grandes décisions se prennent, soit elle reste dans un rôle passif. On a perdu ce côté militant où les gens tractaient, préparaient les banderoles, présidaient les séances. Nous sommes aujourd'hui dans une logique où les membres attendent qu'Unia leur offre quelque chose. C'est ce que l'on fait quand on présente le syndicat. Nous devons au contraire ouvrir un espace pour donner le pouvoir aux gens d'agir par eux-mêmes. Leur donner la parole, les laisser prendre des responsabilités. Et laisser de la place à la créativité. ■

Quelle est, à chaud, votre réaction après la décision du Congrès?

A partir de maintenant, il faudra veiller à une bonne mise en œuvre de la nouvelle structure et à son fonctionnement dans la mesure où il a été dit que les militants auraient plus de place. La question est de savoir comment on les accompagne. De mon point de vue, l'intégration des militants de base se fait par deux vecteurs: par les collègues syndiqués expérimentés sur le terrain et par les secrétaires régionaux. Concernant ces derniers, je m'étonne de l'acceptation d'une flexibilité dans leur nomination, qui sera remise en jeu tous les quatre ans. Cela ne correspond pas aux exigences qu'un syndicat devrait avoir en matière de protection du personnel.

Qu'est-ce que cette réforme va apporter?

Je ne suis pas certaine que cette révision des statuts renforce vraiment le pouvoir des militants de base dans le syndicat contrairement à ce qui a été énoncé. Le changement pour le changement n'est pas une bonne chose. Il faut que le changement ait du sens et permette d'atteindre les objectifs visés. La réforme comporte des risques et aurait mérité mieux. Il faudra être très attentifs à utiliser les instances pour faire entendre les besoins de la base. L'urgence aujourd'hui est de renforcer le travail sur le terrain, soutenir les militants de base et les secrétaires syndicaux face à l'intensification de la dégradation des conditions de travail. ■



Temps de travail, pouvoir d'achat et retraites: des actes maintenant!

Les délégués ont adopté trois résolutions importantes pour les campagnes à venir du syndicat

Une fois la réforme des statuts approuvée, le Congrès d'Unia a poursuivi ses travaux en débattant et en acceptant à une très large majorité trois résolutions. L'une porte sur la réduction du temps de travail, l'autre sur le pouvoir d'achat et la troisième sur les prochaines échéances de votations sur les retraites.

IL EST TEMPS DE RÉQUIÉRE LA DURÉE DU TRAVAIL
«Nous voulons plus de temps pour vivre, c'est notre projet d'avenir», indique la première résolution, qui exige «une réduction du temps de travail avec compensation intégrale des salaires et du personnel». Ce texte fait le constat qu'en Suisse, avec 41,7 heures de travail en moyenne par semaine, sans compter les 45 heures légales, ou même 50 heures dans certaines branches, la Suisse a le temps de travail le plus élevé d'Europe. Face à l'intensification du travail, aux attaques en cours en matière de flexibilisation et aux gains de productivité finissant dans les poches des patrons, les délégués ont exprimé leur ras-le-bol et la nécessité que les choses changent. Plusieurs militants et militantes ont pris la parole, évoquant leur propre situation. «Dans les soins, nous devons travailler 40 à 50 heures par semaine, sans être malade, puis les patrons nous jettent. Les femmes doivent encore consacrer 30 heures pour les tâches domestiques et familiales», a expliqué une militante du groupe d'intérêt femmes. La vendeuse Clotilde Pinto d'Unia Vaud a ajouté l'importance de moins travailler pour réussir à concilier vie de famille et vie professionnelle, s'épanouir davantage, avoir du temps pour les loisirs, se former, répartir les corvées ménagères, ainsi que contribuer à la transition écologique et sociale. «Dans le commerce de détail, nous devons avoir un jour de congé fixe pour toutes les personnes employées à 100% ou à 50%, et éviter les déplacements inutiles pour 2 ou 3 heures de travail, ce qui a un impact néfaste sur la planète», a-t-elle exigé, avant de parler de l'effet bénéfique d'une réduction du temps de travail sur les coûts de la santé et les maladies professionnelles.

STOP À LA BAISSÉ DU POUVOIR D'ACHAT
La deuxième résolution fait état de la situation qui s'aggrave en matière de pouvoir d'achat, avec une inflation prévue pour durer (2,8% en 2022, 2,2% en 2023 et en 2024), des loyers risquant d'augmenter de 10% d'ici à l'été prochain, des primes maladie ayant explosé cette année et dont une nouvelle hausse a été annoncée pour 2024, et des prix de l'énergie et des aliments qui prennent l'ascenseur. Sans mesures urgentes ni augmentation des salaires, les familles risquent de perdre 5000 francs et les retraités un mois de retraite d'ici à fin 2024, note la résolution, qui souligne également le fort impact de cette situation pour les personnes à bas revenus, majoritairement des femmes. «De nombreux employeurs pratiquent un vol salarial éhonté et ne sont pas prêts à partager équitablement les bénéfices des entreprises avec nous, les travailleuses et les travailleurs.

LE COMBAT POUR LES RETRAITES AU CŒUR DE 2024
«Augmenter les rentes, empêcher le démantèlement social!» Tels sont les objectifs de la troisième résolution. En 2024, trois projets concernant les retraites seront mis en votation: l'initiative syndicale pour une 13^e rente AVS, la révision de la Loi sur la prévoyance vieillesse (LPP21) et l'initiative sur les rentes des Jeunes libéraux-radicaux qui prévoit un relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans et plus. «Il s'agit maintenant de renforcer notre système solidaire qu'est l'AVS, d'empêcher de nouvelles détériorations des rentes et le démantèlement social de la prévoyance vieillesse», affirme la résolution, qui appelle à voter pour la 13^e rente AVS et à rejeter la révision LPP21 et l'initiative des Jeunes libéraux-radicaux.

Dans la salle, la colère et l'exigence d'une lutte déterminée sur ces questions ont été exprimées. «Nous devons nous élever contre la réduction du taux de conversion à 6% dans la LPP. Pendant la réforme AVS21, on nous a promis de résoudre le problème des rentes des femmes dans le 2^e pilier; or, ce n'est pas le cas! Il est essentiel de nous battre de toutes nos forces pour ne pas accepter de nouvelles détériorations», a lancé une militante du groupe d'intérêt femmes. «Nous devons concentrer tous nos efforts sur ces questions dangereuses», a renchéri la Vaudoise Clotilde Pinto. Quant à Mama Jacky Tuor, qui œuvrait dans les soins, elle a appelé à partir en guerre pour défendre notre système solidaire créé il y a 75 ans. «Je suis retraitée, mais je travaille encore pour pouvoir m'en sortir, et ce même si j'ai cotisé de nombreuses années! Réveillons-nous et combattons tout ce qui va à l'encontre de notre repos et de nos rentes. Nous devons dire oui à un renforcement de notre AVS, non à la réforme du 2^e pilier et non à la hausse de l'âge de la retraite. Trop c'est trop! Nous allons nous battre pour cela.» ■

Pourtant, une compensation du renchérissement et de la productivité est la moindre des choses à laquelle nous avons droit. Avec des salaires qui ne suffisent pas pour vivre et une pression constante, les employeurs s'attaquent à notre dignité», dénonce la résolution, appelant à poursuivre la pression syndicale dans les branches et dans la rue pour que cela change. «Il est insupportable que, dans le pays le plus riche du monde, on fasse travailler des gens avec des bas salaires ne permettant pas de vivre», a lancé une militante. D'autres ont exigé qu'aux revendications de hausse générale des salaires et de salaires minimums de 4500 francs pour toutes et tous et de 5000 francs pour les gens formés, soit ajoutée la nécessité d'une réforme en profondeur du financement de l'assurance maladie. La résolution demande ainsi la mise en place d'une caisse maladie unique et publique.

Les résolutions sont disponibles sur: unia.ch/congres



«UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS»

Unia salue la baisse importante des cotisations des travailleuses et des travailleurs au financement des allocations familiales en Valais

Sonya Mermoud

Bonne nouvelle pour les salariés valaisans: le taux de leur contribution au financement des allocations familiales baissera l'an prochain de 0,42% à 0,17%. Dans un communiqué de presse du 19 octobre, le Conseil d'Etat a noté que cette diminution participait à l'amélioration du pouvoir d'achat de la population et permettait une répartition équitable de la charge entre travailleurs et employeurs. «Unia salue cette décision qui démontre, d'une part, la solidité financière des caisses d'allocations familiales et qui surtout, d'autre part, offre une bouffée d'air frais aux salariés de ce canton par ces temps de forte inflation et de hausse importante des primes maladie», a commenté Blaise Carron, secrétaire régional d'Unia Valais, par voie de communiqué. Rappelons que le syndicat s'était fortement mobilisé, à tous les stades de la révision législative, en faveur d'une augmentation des allocations familiales. La loi modifiée avait

été acceptée en votation populaire en novembre 2002. Elle s'était concrétisée par une hausse de 30 francs des allocations familiales, les faisant passer de 275 francs à 305 francs par mois. Les allocations de formation avaient été, elles, revalorisées de 20 francs, s'élevant dès lors à 445 francs. Revers de la médaille: le taux de cotisation des salariés avait été majoré de 0,3% à 0,42%, alors que celui des employeurs baissait. «Par souci d'équilibre et pour préserver le pouvoir d'achat des salariés», Unia avait demandé au Gouvernement valaisan de réduire la contribution des employés à 0,18%. «En utilisant toute la latitude que lui laisse la loi révisée, le Conseil d'Etat a décidé de la porter en fait à 0,17%, soit de la baisser de 0,25%!» s'est réjoui Blaise Carron, non sans souligner que seules de solides augmentations des rémunérations «comprenant la pleine compensation du renchérissement et des revalorisations des salaires sont en mesure de réellement maintenir le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés du canton». ■



Le taux de contribution des salariés au financement des allocations familiales baissera l'an prochain de 0,42% à 0,17%.

«NON À L'OCCUPATION DE LA PALESTINE!»

A l'appel des Jeunes POP et d'autres formations politiques de gauche et de collectifs, plus de 6000 personnes ont participé jeudi dernier à Lausanne à une manifestation «contre l'occupation de la Palestine» par l'Etat hébreu. Et ont exprimé leur solidarité avec la population civile tout en soutenant son droit à la résistance «face à la violence de l'occupation coloniale et raciste de l'Etat d'Israël». «Nous n'appuyons pas pour autant les perspectives politiques du Hamas et des différents partis politiques palestiniens, ni les actions militaires visant au meurtre de manière indiscriminée de nombreux civils israéliens», ont précisé les organisateurs du rassemblement, tout en dénonçant les milliers de morts et blessés victimes des bombardements israéliens menés à la suite des massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre et causant la disparition de 1400 personnes. Les initiateurs de la rencontre ont aussi fustigé les «prises de position des classes dirigeantes suisses et occidentales dans leur "soutien incondicional" à l'Etat d'Israël, prétendument pour se défendre». ■ SM/Photos Olivier Vogelsang



AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33. Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch.

En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone.

Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique.

Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER

Locations: veuillez vous adresser à M. et Mme Carlos et Augustina Pinto au 078 803 62 43 ou carlosmendes614@gmail.com

GENÈVE

HORAIRE DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et le mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève.
Guichets: 9h-12h et 14h-17h, sauf lundi matin.
Permanence téléphonique: 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.
Contact par email ou envoi des documents:

sans-emploi.ch/espace-client
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

GRUPE DES RETRAITÉS

Comité des retraités
Les réunions du comité des retraités, ouvertes à tous les membres, ont lieu tous les 2^e mardis du mois, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

NEUCHÂTEL

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier

Permanences syndicales: les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat: le mardi de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Le Locle

Ouverture du secrétariat: mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h au 0848 203 090.

TRANSJURANE

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

Secrétariat de Delémont

Téléphone: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30; vendredi de 9h à 11h30 au 0848 421 600.

Delémont, rue de la Jeunesse 2, 2^e étage: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

Porrentruy, rue des Baïches 18: lundi de 13h30 à 17h30.

Tavannes, rue du Quai 20: jeudi de 13h30 à 17h30.

Saint-Imier, rue Francillon 20: mardi de 13h30 à 17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de

14h à 17h. Le bureau de la caisse de chômage a déménagé. Il se trouve à la place de la Gare 11.

Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.

Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.

Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

FÊTE DE NOËL POUR LES MEMBRES



Chères et chers membres, Afin de vous remercier de votre engagement syndical et pour partager un moment de convivialité, nous vous invitons, ainsi que votre famille, à notre fête de Noël Unia qui se déroulera le **vendredi 17 novembre à la Halle des fêtes de Boécourt**, route de Séprais 30k. Un apéro accueillera nos invités dès 18h30, pour continuer avec le repas, qui sera offert. Boissons à prix populaire. Durant la soirée, vous aurez la possibilité d'assister à différentes animations pour petits et grands. Nous aurons également le plaisir de fêter nos jubilaires en remerciement de leur engagement fidèle à notre syndicat. Deux menus sont proposés: **Menu 1:** salade de doucette, œuf mimosa et croûtons. **Menu 2:** salade de doucette, œuf mimosa et

croûtons. Fricassée de champignons de Paris, crème de Xérès, riz crémeux, garniture de légumes de saison. Duo de mousse Toblerone. Les places étant limitées, nous vous conseillons de vous inscrire rapidement au moyen du bulletin ci-dessous.

Nous vous attendons nombreuses et nombreux!

Inscriptions à la Fête de Noël Unia Transjurane:

Nom, prénom:

Adresse:

Localité:

Nombre d'adultes:

Nombre d'enfants:

Nome de menu 1:

Nombre de menu 2:

Bulletin à envoyer jusqu'au 10 novembre à Unia, rue de la Jeunesse 2, 2800 Delémont ou par e-mail à transjurane@unia.ch

GRUPE DES RETRAITÉS

Saint-Martin

Rendez-vous **mardi 14 novembre** pour la Saint-Martin au restaurant de la Cigogne, à Miécourt. Avant le repas, à 11h, aura lieu une conférence sur l'économie et le pouvoir d'achat donnée par un économiste d'Unia. Prix 22 fr. pour les membres, 32 fr. pour les non membres. **Inscriptions jusqu'au 10 novembre** auprès de Denis Berger, au 032 422 79 42.

VALAIS

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.

Permanences du soir
Sierre: lundi de 17h à 19h.

Monthey: mardi de 17h à 19h.

Sion: jeudi de 17h à 19h.

Martigny: jeudi de 17h à 19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Téléphone: 058 332 11 32.

Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Ouverture des guichets:

Martigny, Monthey, Sierre, Sion

Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h, mercredi de 8h30 à 11h30, jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

VAUD

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font **uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h.**

Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

Horaire téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier

En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil sans-emploi.ch.

L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement.

Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

LE PERSONNEL DES SERVICES PUBLICS SE MOBILISE

Les syndicats de fonctionnaires de quatre cantons romands exigent une indexation des salaires de 5%

Jérôme Béguin

C'est l'automne, la saison durant laquelle les cantons et les communes élaborent leur budget. Tandis que les feuilles mortes tombent à la pelle, le personnel des services publics doit régulièrement descendre dans la rue pour défendre le versement de son indexation et de ses annuités salariales. Les mécanismes salariaux de la fonction publique servent en effet de variable d'ajustement budgétaire. Cette année, les syndicats SSP et Sud, le cartel intersyndical genevois, ainsi que des fédérations et des associations professionnelles de fonctionnaires de quatre cantons romands – Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel –, ont décidé de coordonner leur mobilisation avec pour revendication commune une indexation de 5% des rémunérations.

Comme les salariés du privé, les fonctionnaires sont aussi touchés par une baisse de leur revenu disponible. Rappelons que, depuis trois ans, le coût de la vie a augmenté de 6,4% et encore, l'indice des prix à la consommation ne tient pas compte des primes maladie. Celles-ci vont encore fortement augmenter l'année prochaine, de même que les loyers, l'électricité et la TVA (+0,4%). Les indexations accordées ces dernières années dans les quatre cantons en question ont été inférieures au renchérissement. Ainsi à Genève, entre les indexations partielles et les années sans indexation, la fonction publique a perdu l'équivalent d'un demi-mois de salaire depuis 2021. «Le pouvoir d'achat est en chute libre pour les infirmiers, les assistants sociaux, les enseignants ou les éducateurs de la petite enfance», écrivent dans un communiqué les syndicats et les associations professionnelles de la fonction publique. Celles-ci ont décidé de se rallier à la revendication de l'Union syndicale suisse visant à obtenir une hausse

des salaires nominaux et des rentes de 5% au 1^{er} janvier.

VOCABLE INCONNU...

«Cette mesure de justice sociale élémentaire est financable dans une grande partie des cantons suisses.» Tous les cantons ont, il est vrai, bouclé leurs comptes 2022 sur des chiffres noirs. On n'avait pas vu cela depuis 2008. Le bénéfice cumulé dépasse les 3,5 milliards de francs. Genève a engrangé 727 millions l'année dernière. L'Etat de Fribourg, quant à lui, n'affiche qu'un modeste boni d'un demi-million, mais 192 millions ont été placés dans un bas de laine nommé «fonds et provisions».

«La négociation est un vocabulaire inconnu», déplorent les organisations du secteur public. «Les exécutifs cantonaux et communaux sont de plus en plus sourds aux revendications émanant du personnel et des retraités», ils «se contentent le plus souvent d'informer les organisations du personnel de décisions qu'ils ont déjà prises». Des mobilisations sont donc nécessaires. Elles ont déjà débuté. Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées le 10 octobre sur la place du Château à Lausanne, siège de la présidence du Conseil d'Etat. Elles ont exigé une rencontre avec le Conseil d'Etat d'ici au 20 octobre, faute de quoi des mesures de luttes seront mises en place. Le projet de budget vaudois prévoit une indexation de 1,6% auquel s'ajoute le 0,2% obtenu au printemps après les grèves et les manifestations.

GRÈVE ET RASSEMBLEMENTS PROGRAMMÉS

A Genève, une assemblée du Cartel intersyndical de la fonction publique et du secteur subventionné a décidé d'une grève pour le 14 novembre. Une fois de plus, le Conseil d'Etat du bout du lac ne veut pas indexer les salaires. L'année dernière, les fonctionnaires



Des grèves et manifestations s'étaient déjà déroulées ce printemps dans le canton de Vaud pour exiger la pleine indexation des salaires.

avaient toutefois obtenu gain de cause après un débrayage. Les employés des Transports publics genevois pourraient aussi être de la partie si les négociations avec la direction n'aboutissent pas. A Fribourg, deux pétitions ont été lancées demandant respectivement au

Conseil d'Etat et à la Ville de Fribourg d'augmenter les salaires de 5%. Un rassemblement est prévu le 14 novembre. Le personnel a aussi des revendications concernant la pénibilité du travail, le manque de ressources à l'hôpital ou encore la représentation des

organisations syndicales au sein de la caisse de prévoyance de l'Etat. Cela alors qu'à Neuchâtel, une assemblée du secteur de la santé se tiendra le 26 octobre. ■

Des employées de KFC-Genève passent toujours à la casserole

Après Unia, c'est au tour du syndicat Sit de dénoncer des violences sexuelles au sein de la chaîne de restauration rapide

Jérôme Béguin

Soutenu par Unia, le syndicat Sit a mené une action le 11 octobre devant un KFC genevois pour dénoncer des violences sexistes et sexuelles de la part d'un responsable de la chaîne de restauration rapide spécialisée dans le poulet frit.

En 2021 et 2022, un manager du KFC de la Praille «touchait et se frottait régulièrement à des employées», accuse le syndicat genevois. «Les plaintes de plusieurs victimes à la direction et les entretiens qui ont suivi n'ont rien changé. La direction a intimidé les vic-

times et a promis à certaines d'entre elles plus d'heures en échange de leur silence.» A la suite des menaces de ce manager, l'une des victimes, défendue aujourd'hui par le Sit, fait alors une crise d'angoisse au restaurant, qui nécessite l'appel d'une ambulance. Après un second malaise, elle est licenciée. «On lui a reproché que ses crises d'angoisse mettaient en danger sa santé et sa sécurité tout comme celle de ses collègues.» Un comble pour le Sit. Le syndicat entend que la société Sogood, qui détient la franchise KFC à Genève, reconnaisse le harcèlement sexuel, s'engage à prendre des mesures

DES PRÉCÉDENTS...

Ce n'est pas la première fois que KFC-Genève est le théâtre de harcèlements. En 2020, des travailleuses du KFC des Cygnes avaient contacté Unia. «Elles étaient harcelées sexuellement et mobeées par le même manager, qui, par ailleurs, tenait des propos racistes envers le personnel. Il agissait de la sorte depuis plusieurs années sans réaction de la direction, qui était pourtant au courant. Ce monsieur commençait par les draguer, à les inviter à boire un verre et à venir chez lui, il leur offrait des cadeaux et leur envoyait des messages en dehors des heures de travail», se souvient Camila Aros, secrétaire syndicale d'Unia Genève. «Lorsque les filles posaient des limites, il devenait très insistant et, pour finir, méchant envers elles. Il les harcelait, les agressait verbalement, les humiliait, les insultait devant les collègues et profitait de sa situation de chef pour les pénaliser. Dans la plupart des fast-foods, le personnel a des contrats zéro heure, c'est du travail sur appel et le moyen le plus direct de sanctionner un collaborateur ou une collaboratrice est de ne pas le faire travailler. Elles se retrouvaient donc privées de salaire. Après avoir saisi l'employeur en vain, nous avons dû contacter les responsables de la marque au niveau international. Ils ont craint pour l'image de la société et ce manager a été licencié.»

TOLÉRANCE ZÉRO

Le Sit exige qu'une enquête externe soit menée par un organisme indépendant auprès de tout le personnel féminin ayant été en contact avec le manager incriminé, comme Unia l'avait obtenue au KFC des Cygnes. «Pendant l'action, l'employeur nous a envoyé un courriel en se disant d'accord de négocier», indique Julien Repond. Contacté à la fin de la semaine dernière, le secrétaire syndical du Sit était encore dans l'attente d'une rencontre. Faute d'accord, de nouvelles actions devraient avoir lieu, de même que des plaintes aux Prud'hommes et au pénal.

«Ce genre d'agissements a toujours eu lieu dans la restauration rapide, conclut Camila Aros, c'est un milieu problématique, ce sont surtout des jeunes qui y travaillent et qui ne connaissent pas forcément leurs droits, il y a énormément d'abus. Mais les mentalités évoluent et c'est très bien. Il est très important que ces faits soient dénoncés, que toutes les personnes qui en sont victimes nous contactent. Il faut appliquer une tolérance zéro, les employeurs doivent savoir que nous n'hésiterons pas à les dénoncer publiquement.» ■



Soutenu par Unia et des militants de gauche, le Sit a mené une action le 16 octobre devant une enseigne genevoise du KFC.

BRÈVE

VAUD DES DÉPUTÉS MOBILISÉS EN FAVEUR DE LA PRESSE

La suppression de 28 postes dans les rédactions de Tamedia en Suisse romande, annoncée en septembre dernier par TX Group misant sur un plan d'économie de 3,5 millions de francs, n'a pas laissé les députés vaudois indifférents. Le 10 octobre, ils ont demandé au Conseil d'Etat de poursuivre ses efforts en vue de chercher des alternatives aux licenciements et de sauver un maximum d'emplois, de garantir le droit à l'information et de préserver la diversité de la presse régionale. La résolution, formulée dans ce sens et portée par une cinquantaine d'élus de différents partis, a reçu un clair soutien du Parlement avec 85 oui, 32 non et 9 abstentions. «Cette résolution assure le mandat confié au Conseil d'Etat d'intervenir politiquement auprès des acteurs de la branche pour éviter une saignée qui mettrait à genoux la profession», a commenté Impressum dans un communiqué. La plus importante association professionnelle de journalistes de Suisse a salué «la promptitude de la réaction politique». «Un tel engagement représente un message fort de soutien aux journalistes souffrant depuis des années des nombreuses coupes et restructurations chez Tamedia. Cette résolution sonne aussi comme un rappel à TX Group que la presse et les médias portent, dans une démocratie, une responsabilité sociale. Quand celle-ci est menacée ou malmenée, il est rassurant de constater que la politique se mobilise pour qu'un débat puisse avoir lieu et que d'éventuelles solutions émergent.» ■ SM

APRÈS DEUX ANS DE TRAVAUX, LE CAPITOLE RENAÎT

Le gros œuvre des lourdes rénovations de cette salle quasi centenaire, la plus grande de Suisse, touche à sa fin. Le Capitole, appelé à devenir une maison du cinéma, rouvrira le 24 février



La plus grande salle de Suisse, avec ses 750 places, rouvrira ses portes le 24 février.



Une conservatrice-restauratrice donne une nouvelle jeunesse au velours capitonné. Bien protégé, il n'a pas été endommagé pendant les travaux pourtant conséquents.

Texte Aline Andrey
Photos Olivier Vogelsang

Lucienne Schnegg (1925-2015) serait sûrement heureuse de voir le soin apporté à «son» cinéma. Elle y a travaillé pendant plus de soixante ans, a maintenu son exploitation coûte que coûte lorsque bon nombre de salles disparaissaient dans les années 1990. Elle en est même devenue propriétaire, avant le rachat par la Municipalité de Lausanne en 2010. Immortalisée par la réalisatrice Jacqueline Veuve dans un documentaire intitulé «La petite dame du Capitole», la femme-orchestre vendait les tickets, assise dans sa cabine donnant sur la rue, avant de lancer la projection, puis de distribuer les glaces à l'entracte. Son engagement fait aujourd'hui écho aux petites fourmis de l'ombre ayant travaillé à la rénovation de la plus grande salle de Suisse

avec ses 750 places (nombre qui s'est réduit au fil du temps et des normes). En ce jour de visite officielle, le 20 septembre, les maçons ont laissé la place au travail minutieux et silencieux des conservatrices-restauratrices; l'une nettoie le velours rouge capitonné qui habille les murs, les autres cousent les lourdes tentures dorées des années 1950, nettoyées et restaurées. Si le cinéma a été achevé en 1928, muni alors de 1077 places, de grosses rénovations ont été faites trente ans plus tard, en 1951, puis en 1959, sans trop se soucier du patrimoine. Marion Zahnd, architecte du bureau Architectum en charge des travaux, souligne: «C'est toujours comme ça: moins il y a de temps entre la construction et la rénovation, moins on respecte.» Le cinéma muet était devenu parlant. La fosse pour l'orchestre n'avait plus lieu d'être, les murs pouvaient être recouverts de tissus sans

peur d'assourdir la musique. En 1981, fauteuils, écran et tapis avaient été remplacés. Tout au long du siècle, la salle s'est également adaptée constamment aux nouvelles technologies de projection et de sonorisation.

PROUESSE ARCHITECTURALE

L'architecte évoque les défis techniques des travaux: la création d'une deuxième salle de 150 places en sous-sol, l'installation complexe d'un ascenseur, la logistique difficile due à l'enclavement du bâtiment. Elle relate également de magnifiques surprises comme la découverte de ces bouts de moquettes originels d'un bleu étonnant, et des lavabos des toilettes des femmes quasi intacts. Des soulèvements aussi, lorsque la nouvelle dalle a été coulée ou en découvrant que le velours rouge des murs n'avait pas été endommagé par ce chantier d'ampleur. Les lustres, actuellement en restauration,

ont pu être conservés. Tout comme les peintures à motifs qui nécessitent encore un nettoyage pour les désencrasser des fumées des cigarettes d'antan. Le charme du foyer et de la salle devrait donc être sauf, tout en offrant des projections sous tous les formats possibles, du 70 mm (unique en Suisse) jusqu'à la 3D numérique.

Un café, une librairie et une médiathèque s'ajouteront pour créer un lieu phare du cinéma, «une expérience à vivre ensemble», souligne devant les médias, le syndic de Lausanne Grégoire Junod. «La plus grande et aussi l'une des plus anciennes salles de Suisse (avec le Cinématographe-Royal à Tramelan, ndr) représente une valeur patrimoniale extrêmement importante, en plus de son caractère affectif pour beaucoup.» A entendre les différents protagonistes, dont Catherine Labouchère, vice-présidente de la fondation créée pour coordonner

et assurer la gestion du bâtiment, c'est la première fois que la Confédération participe à la rénovation d'une salle de cinéma. Ce partenariat avec la commune et le Canton, en plus de partenaires privés, a permis de débloquer les 21,6 millions de francs nécessaires aux rénovations. Le directeur de la Cinémathèque suisse, en charge de l'exploitation du lieu, Frédéric Maire, se réjouit quant à lui de développer la programmation de l'institution. «Dans les multiplex, c'est confortable, mais toutes les salles se ressemblent. Ici, on convie le public à une expérience. Il n'existe pas de lieu aussi complet dédié au 7^e art.» La Cinémathèque célèbre ses 75 ans cette année et quittera donc le Casino de Montbenon en février 2024. La salle Paderewski redeviendra une salle consacrée à la musique, alors que celle du Cinématographe sera reprise en main par un ciné-club. ■



A l'intérieur, après les travaux importants du gros œuvre, les conservatrices-restauratrices cousent les tentures dorées restaurées. Elles les accrocheront de nouveau sur les murs de la salle.



Lors de la conférence de presse du 20 septembre, les différents acteurs de cette rénovation se sont exprimés. Tout à gauche, l'architecte Marion Zahnd, puis le directeur de la Cinémathèque suisse, Frédéric Maire, le syndic, Grégoire Junod, et la vice-présidente de la fondation Capitole, Catherine Labouchère. Photo du centre: une deuxième salle de 150 places a été construite sous la grande salle. A droite, sous les échafaudages, le Capitole est en pleine mue.